

## Rapport de la direction

Les états financiers de Bibliothèque et Archives nationales du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris des estimations et des jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public et l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre 5-37.01) en ce qui a trait à la comptabilisation des paiements de transferts. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La présidente-directrice générale,



Christiane Barbe

La directrice générale de l'administration et des services internes,



Louise Boutin

Montréal, le 17 juin 2015

# Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

## Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats, l'état du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

### Fondement de l'opinion avec réserve

Bibliothèque et Archives nationales du Québec n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2015 et 2014, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts et pour lesquelles les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que Bibliothèque et Archives nationales du Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de Bibliothèque et Archives nationales du Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution)	
	2015	2014
<b>État de la situation financière</b>		
Contributions à recevoir du gouvernement du Québec	183 080 617 \$	180 195 116 \$
Contributions reportées du gouvernement du Québec	118 855 014	116 771 898
<b>Dette nette et déficit cumulé</b>	<b>[ 64 225 603 ]</b>	<b>[ 63 423 218 ]</b>
<b>État des résultats</b>		
Contributions du gouvernement du Québec	802 385	[ 980 442 ]
<b>Déficit annuel</b>	<b>[ 802 385 ] \$</b>	<b>980 442 \$</b>

### Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Bibliothèque et Archives nationales du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de Bibliothèque et Archives nationales du Québec au 31 mars 2015 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics et municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Montréal, le 17 juin 2015

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

# État des résultats

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2015	2014
	Budget	Réel	Réel
<b>REVENUS</b>			
Contributions du gouvernement du Québec			
Fonctionnement	48 453 820 \$	48 453 820 \$	50 423 420 \$
Centres d'archives privées	1 004 300	1 004 300	1 004 300
Cinémathèque	510 580	510 580	531 300
Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (notes 15 et 19)	38 850	41 092	47 541
Contribution financière du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (note 19)	23 000	23 000	23 000
Intérêts	6 525 462	6 733 816	6 159 564
Contribution relative au remboursement des dettes	18 670 793	17 102 146	15 861 398
Virement des contributions reportées (note 15)	2 016 751	1 430 411	1 434 634
Contribution financière de la Ville de Montréal (note 4)	8 157 819	8 184 168	8 081 079
Contribution financière du gouvernement du Canada			
Contribution Jeunesse Canada au travail	38 000	38 193	33 848
Virement des contributions reportées (note 15)	–	–	2 399
Autres contributions (note 15)	–	2 313	9 626
Autres revenus	3 380 569	3 122 611	3 219 772
Intérêts	381 600	356 312	367 682
	89 201 544	87 002 762	87 199 563
<b>CHARGES</b>			
Traitements et avantages sociaux	40 867 812	41 161 390	40 480 353
Services professionnels, administratifs et autres	4 413 693	4 342 793	4 690 198
Loyer	5 651 696	5 459 547	5 629 696
Taxes et permis	4 892 416	4 908 570	4 999 415
Fournitures et approvisionnements	4 494 361	4 454 596	3 981 024
Entretien et réparations	3 119 989	2 942 140	3 555 244
Publicité et communication	747 250	886 778	1 166 932
Frais de déplacement et de représentation	328 093	210 299	328 606
Contributions octroyées aux centres d'archives privées	1 132 387	1 132 387	1 132 387
Contributions octroyées à la Cinémathèque	510 580	510 580	531 300
Amortissement des immobilisations corporelles	15 461 956	15 060 335	14 184 203
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	250 000	168 901	403 694
Achats pour le fonds patrimonial (note 6)	350 000	298 506	241 537
Frais financiers (note 5)	7 200 138	7 020 505	6 600 298
	89 420 371	88 557 327	87 924 887
<b>DÉFICIT ANNUEL (note 3)</b>	<b>[ 218 827 ] \$</b>	<b>[ 1 554 565 ] \$</b>	<b>[ 725 324 ] \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# État du déficit cumulé

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2015	2014
	Budget	Réel	Réel
Déficit cumulé au début de l'exercice	[ 39 362 016 ] \$	[ 39 362 016 ] \$	[ 38 636 692 ] \$
Déficit annuel	[ 218 827 ]	[ 1 554 565 ]	[ 725 324 ]
Déficit cumulé à la fin de l'exercice	[ 39 580 843 ] \$	[ 40 916 581 ] \$	[ 39 362 016 ] \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

# État de la situation financière

AU 31 MARS 2015

	2015	2014
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie (note 7)	10 286 707 \$	9 831 518 \$
Placements (note 8)	11 381 040	11 442 764
Débiteurs (note 9)	3 471 267	2 912 940
	25 139 014	24 187 222
<b>PASSIFS</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	7 067 683	6 527 301
Intérêts courus à payer	1 828 696	2 199 453
Provision pour vacances (note 11)	3 751 264	3 800 366
Emprunts (note 12)	23 588 990	22 180 463
Dettes (note 13)	159 780 970	156 418 573
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 14)	515 272	575 700
Revenus reportés	115 559	131 417
Contributions reportées (note 15)	5 159 202	6 409 926
Provision pour congés de maladie (note 11)	3 416 178	3 175 306
	205 223 814	201 418 505
<b>DETTE NETTE</b>	<b>[ 180 084 800 ]</b>	<b>[ 177 231 283 ]</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 16)	136 415 482	135 237 239
Charges payées d'avance	2 752 737	2 632 028
	139 168 219	137 869 267
<b>DÉFICIT CUMULÉ</b>	<b>[ 40 916 581 ] \$</b>	<b>[ 39 362 016 ] \$</b>

**OBLIGATIONS CONTRACTUELLES** (note 17)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La présidente du conseil d'administration,



Christiane Barbe

Le président du comité d'audit,



Michel Hamelin

# État de la variation de la dette nette

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015 Budget	2015 Réel	2014 Réel
<b>DÉFICIT ANNUEL</b>	<b>[ 218 827 ] \$</b>	<b>[ 1 554 565 ] \$</b>	<b>[ 725 324 ] \$</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles	[ 19 818 721 ]	[ 16 407 479 ]	[ 12 649 582 ]
Amortissement des immobilisations corporelles	15 461 956	15 060 335	14 184 203
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	250 000	168 901	403 694
	[ 4 106 765 ]	[ 1 178 243 ]	1 938 315
Acquisition des charges payées d'avance	[ 5 418 263 ]	[ 2 752 737 ]	[ 2 632 028 ]
Utilisation des charges payées d'avance	5 027 967	2 632 028	2 396 607
	[ 390 296 ]	[ 120 709 ]	[ 235 421 ]
(AUGMENTATION) DIMINUTION DE LA DETTE NETTE	[ 4 715 888 ]	[ 2 853 517 ]	977 570
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	[ 177 231 283 ]	[ 177 231 283 ]	[ 178 208 853 ]
<b>DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>[ 181 947 171 ] \$</b>	<b>[ 180 084 800 ] \$</b>	<b>[ 177 231 283 ] \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

*État des flux de trésorerie*

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2014
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Déficit annuel	[ 1 554 565 ] \$	[ 725 324 ] \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	15 060 335	14 184 203
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	168 901	403 694
Virement des contributions reportées	[ 18 557 870 ]	[ 17 303 057 ]
	<b>[ 4 883 199 ]</b>	<b>[ 3 440 484 ]</b>
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement		
Débiteurs	[ 558 327 ]	[ 360 378 ]
Créditeurs et charges à payer	613 320	[ 305 871 ]
Intérêts courus à payer	[ 370 757 ]	[ 70 391 ]
Provision pour vacances	[ 49 102 ]	17 127
Revenus reportés	[ 15 858 ]	[ 14 320 ]
Contributions reportées	17 307 146	16 443 555
Provision pour congés de maladie	240 872	128 917
Charges payées d'avance	[ 120 709 ]	[ 235 421 ]
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>12 163 386</b>	<b>12 162 734</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Encaissement de placements et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<b>61 724</b>	<b>314</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<b>[ 16 480 417 ]</b>	<b>[ 11 575 710 ]</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Emprunts effectués	22 055 740	14 445 070
Emprunts remboursés	[ 20 647 213 ]	[ 28 193 884 ]
Dettes effectuées	20 533 468	42 697 533
Dettes remboursées	[ 17 171 071 ]	[ 33 739 852 ]
Obligations découlant de contrats de location-acquisition remboursées	[ 60 428 ]	[ 90 205 ]
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>4 710 496</b>	<b>[ 4 881 338 ]</b>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE	455 189	[ 4 294 000 ]
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	9 831 518	14 125 518
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>10 286 707 \$</b>	<b>9 831 518 \$</b>

Les données supplémentaires concernant les flux de trésorerie se trouvent à la note 18.  
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



# Notes complémentaires

Au 31 MARS 2015

## 1. CONSTITUTION ET MISSION

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a été constituée par la Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec (RLRQ, chapitre B-1.2). Elle a pour mission d'offrir un accès démocratique à la culture et au savoir et d'agir à cet égard comme catalyseur auprès des institutions documentaires québécoises. Elle exerce aussi le mandat de rassembler, de conserver et de diffuser le patrimoine documentaire québécois constitué par ses collections et tout document qui s'y rattache et qui présente un intérêt culturel ainsi que les documents relatifs au Québec publiés à l'extérieur du Québec.

BAnQ a également pour mission d'encadrer, de soutenir et de conseiller les organismes publics en matière de gestion de leurs documents, d'assurer la conservation d'archives publiques, d'en faciliter l'accès et d'en favoriser la diffusion. Elle est aussi chargée de promouvoir la conservation et l'accessibilité des archives privées.

En vertu de l'article 2 de sa loi constitutive, BAnQ est mandataire de l'État. À ce titre, elle n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### UTILISATION ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les états financiers de BAnQ sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public* et l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics et municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01) en ce qui a trait à la comptabilisation des paiements de transferts. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec ces derniers.

La préparation des états financiers de BAnQ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de l'exercice présenté dans les états financiers. Des estimations et des hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, notamment la provision pour congés de maladie, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, l'évaluation des documents de bibliothèque radiés ainsi que l'évaluation des placements. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

### État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu du fait qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

### Instruments financiers

La trésorerie, les débiteurs, à l'exclusion des taxes de vente à recevoir, et les placements sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et les charges à payer, à l'exclusion des avantages sociaux et des taxes de vente à payer, les intérêts courus à payer, la provision pour vacances, les emprunts et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction, s'il y a lieu, sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

### Contributions

Les revenus provenant de contributions du gouvernement du Québec sont constatés dans l'exercice lorsqu'ils sont autorisés, que BAnQ satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Ils sont comptabilisés en contributions reportées lorsque les stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Lorsqu'un passif est créé, les contributions reportées sont virées aux résultats à mesure que les conditions relatives aux passifs sont rencontrées.

## BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

**Autres revenus**

Les autres revenus sont générés par le stationnement, les ventes et la prestation de services divers. Ils sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord ;
- la livraison a eu lieu et les services ont été rendus ;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable ;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

**Intérêts**

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

**ACTIFS FINANCIERS****Trésorerie**

La trésorerie se compose de soldes bancaires.

**Placements**

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, la valeur comptable doit être réduite pour tenir compte de cette moins-value. La variation annuelle de cette provision pour moins-value doit être prise en compte dans l'état des résultats.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour traduire le degré de recevabilité et le risque de perte. L'évaluation est effectuée pour une catégorie donnée de prêts.

Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de la préparation des états financiers.

**PASSIFS****Obligation découlant des contrats de location-acquisition**

Les contrats de location auxquels BANQ est partie à titre de preneur et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui est transférée sont constatés à titre d'immobilisations corporelles et inclus dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail. L'amortissement de ces immobilisations corporelles est calculé selon la durée du bail.

**Avantages sociaux futurs***Provision pour vacances*

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant.

*Provision pour congés de maladie*

Les obligations découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés selon le mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation de journées de maladie par les employés.

*Régimes de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que BANQ ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [suite]****ACTIFS NON FINANCIERS****Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont, de par leur nature, employées normalement pour fournir des services futurs. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les terrains ne sont pas amortis. Les autres immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative à partir de leur date d'utilisation.

Le coût des immobilisations corporelles comprend le prix d'achat, les frais d'installation et les frais de financement reliés à leur acquisition jusqu'à la date de leur mise en service. L'amortissement de ces immobilisations corporelles débute au moment de leur utilisation.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de Bibliothèque et Archives nationales du Québec de fournir des biens et des services ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Les œuvres d'art ne sont pas comptabilisées à titre d'immobilisations corporelles du fait qu'il est impossible de faire une estimation raisonnable des avantages économiques futurs se rattachant à ces biens; leur coût est imputé aux charges de l'exercice au cours duquel ceux-ci sont acquis.

**Collections**

Les documents de bibliothèque sont destinés au prêt ou à la consultation courante et font partie des immobilisations corporelles. Compte tenu de leur nature particulière, les documents du fonds patrimonial, décrit à la note 6, sont exclus de la définition des immobilisations corporelles et ne sont pas comptabilisés à l'état de la situation financière. Les documents patrimoniaux acquis contre paiement sont imputés aux résultats de l'exercice en cours. Les documents patrimoniaux acquis par donation dont la valeur est déterminée par expertise et, s'il y a lieu, sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels du gouvernement du Canada ou par le Conseil national d'évaluation des archives, les dons n'ayant pas fait l'objet d'expertise et les documents patrimoniaux acquis par dépôt légal ne sont pas constatés dans les états financiers en raison de leur coût nul.

**3. ÉTAT DES RÉSULTATS**

Les résultats de BANQ proviennent de deux sources, soit les activités provenant des opérations et les activités financées par des emprunts spécifiques.

Les activités provenant des opérations découlent des opérations courantes de BANQ ainsi que des revenus et des charges d'exploitation du stationnement. S'ajoutent à ces opérations la mise en réseau des bibliothèques publiques dans un catalogue collectif assorti d'un service de prêt entre bibliothèques et la mise en œuvre d'un guichet unique de traitement documentaire.

Les activités financées par des emprunts spécifiques autorisés par le gouvernement du Québec représentent les opérations afférentes aux programmes de maintien des actifs du gouvernement ainsi que l'amortissement des opérations préalables et nécessaires à l'ouverture de la Grande Bibliothèque au public.

	2015			2014		
	Fonds des opérations	Fonds des activités financées par des emprunts spécifiques	Total	Fonds des opérations	Fonds des activités financées par des emprunts spécifiques	Total
Revenus	63 164 487 \$	23 838 275 \$	87 002 762 \$	65 170 976 \$	22 028 587 \$	87 199 563 \$
Charges	63 499 089	25 058 238	88 557 327	64 928 848	22 996 039	87 924 887
[Déficit] excédent annuel	[ 334 602 ] \$	[ 1 219 963 ] \$	[ 1 554 565 ] \$	242 128 \$	[ 967 452 ] \$	[ 725 324 ] \$

BANQ a réalisé en 2015 un déficit de 334 602 \$. Le déficit autorisé par le gouvernement étant de 337 195 \$, BANQ a dépassé ses objectifs budgétaires de 2 593 \$. En 2014, le déficit autorisé était de 368 303 \$, pour un excédent de 242 128 \$; le dépassement était donc de 610 431 \$. Le déficit autorisé représente l'amortissement du fonds des opérations qui se trouve dans le surplus cumulé à la suite de l'acquisition d'actifs.

## BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

## 4. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

La Bibliothèque nationale du Québec a signé une entente-cadre le 26 janvier 2004 avec la Ville de Montréal et la ministre de la Culture et des Communications concernant l'achat, par la Bibliothèque nationale du Québec, de la collection de la Bibliothèque centrale de Montréal et des ressources matérielles afférentes, de même que la conservation, l'enrichissement et le traitement documentaire de la collection. Cette entente prévoit également le prêt de personnel de la Ville de Montréal.

Depuis 2004, la Ville de Montréal contribue financièrement au fonctionnement de BAnQ pour un montant de sept millions de dollars indexé annuellement. La somme versée par la Ville de Montréal correspond au montant de cette contribution après déduction du traitement et des avantages sociaux des employés que celle-ci a prêtés à BAnQ. Cette entente d'une durée de cinq ans a été renouvelée en 2009 et dénoncée le 10 juillet 2013 par BAnQ afin que les termes soient renégociés sur des bases actualisées. Des négociations sont toujours en cours. Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, un montant de 8 184 168 \$ [8 081 079 \$ en 2014] a été comptabilisé à titre de contribution financière de la Ville de Montréal.

## 5. FRAIS FINANCIERS

	2015	2014
Intérêts et frais bancaires	18 394 \$	46 661 \$
Intérêts sur emprunts	231 043	451 677
Intérêts sur la dette et sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition	6 771 068	6 101 960
	<b>7 020 505 \$</b>	<b>6 600 298 \$</b>

Aucun intérêt n'a été capitalisé aux immobilisations corporelles pour les exercices clos le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014.

## 6. FONDS PATRIMONIAL

Le fonds patrimonial de BAnQ contient deux grandes composantes, soit les collections patrimoniales et les fonds d'archives. Les collections patrimoniales comprennent les catégories suivantes de documents : livres, journaux, revues, enregistrements sonores, partitions, publications électroniques et microformes, ainsi que les collections spéciales, particulières par leur rareté, par leur support matériel ou par leur format, qui comprennent les livres anciens, les estampes, les livres d'artistes et ouvrages de bibliophilie, les reliures d'art, les affiches, les programmes de spectacles, les cartes postales, les cartes géographiques, l'iconographie documentaire et les reproductions d'œuvres d'art. Les collections patrimoniales comprennent également des documents cinématographiques et télévisuels.

Le fonds patrimonial comprend également les archives des ministères et des organismes gouvernementaux depuis le Régime français, les archives judiciaires (1644-1985) et civiles (registres d'état civil, actes notariaux, greffes d'arpenteurs) ainsi que des archives privées (individus, familles, entreprises, industries, commerces, etc.). À ces documents textuels s'ajoutent des photographies, dessins et caricatures, gravures, cartes et plans, photographies aériennes, documents architecturaux, films et vidéos, bandes magnétiques et disques appartenant aux mêmes catégories.

Ces documents patrimoniaux ont une valeur culturelle et historique. Ils sont rassemblés en vue d'être conservés de manière permanente et diffusés. La valeur des documents patrimoniaux acquis par achat par BAnQ au cours de l'exercice s'établit à 298 506 \$ [241 537 \$ en 2014]. De plus, la valeur des documents patrimoniaux acquis par donation par BAnQ au cours de l'exercice et dont la valeur est déterminée par expertise et, s'il y a lieu, sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels du gouvernement du Canada ou par le Conseil national d'évaluation des archives s'établit à 978 475 \$ [679 275 \$ en 2014].

## 7. TRÉSORERIE

Au 31 mars 2015, le taux d'intérêt des comptes courants de BAnQ est de 0,55 % [0,7 % en 2014]. Afin d'assurer une bonne gestion de la trésorerie, BAnQ utilise un compte bancaire à taux préférentiel pour gérer ses surplus d'encaisse. Le taux d'intérêt de ce compte bancaire est de 1,20 % [1,35 % en 2014].

## 8. PLACEMENTS

## Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) émis par des tiers

Au 31 mars 2015, BAnQ détient des billets à terme adossés à des actifs du VAC 2 [véhicule d'actifs-cadres] qu'elle a obtenus en échange de placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) à la suite d'une entente de restructuration survenue le 21 janvier 2009.

Ces billets ont été comptabilisés au coût moins une moins-value durable.

## BTAA bancaire

Les titres portent intérêt à des taux qui reflètent ultimement les flux monétaires disponibles au sein des véhicules, y compris le coût inhérent aux facilités de financement comprises dans le plan de restructuration.

Ne pouvant considérer le marché de ces billets comme étant actif, la direction estime à 11 381 040 \$ (11 442 764 \$ en 2014) la somme qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur leur valeur nominale. La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2015. À cette date, ces placements n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle à celle déjà comptabilisée.

Ainsi, au 31 mars 2015, BAnQ détient les titres suivants :

		2015			2014		
Date d'échéance		Valeur nominale	Moins-value cumulative	Valeur comptable	Valeur nominale	Moins-value cumulative	Valeur comptable
<b>BTAA de tiers VAC II</b>							
15 juillet 2016	Catégorie A-1	7 143 929 \$	[ 446 760 ] \$	6 697 169 \$	7 143 929 \$	[ 446 760 ] \$	6 697 169 \$
15 juillet 2016	Catégorie A-2	424 880	[ 424 880 ]	–	424 880	[ 424 880 ]	–
15 juillet 2016	Catégorie B	77 128	[ 77 128 ]	–	77 128	[ 77 128 ]	–
15 juillet 2016	Catégorie C	237 192	[ 237 192 ]	–	237 192	[ 237 192 ]	–
<b>BTAA bancaire restructuré</b>							
28 septembre 2016		5 541 416	[ 857 545 ]	4 683 871	5 603 140	[ 857 545 ]	4 745 595
<b>Placements à long terme</b>		<b>13 424 545 \$</b>	<b>[ 2 043 505 ] \$</b>	<b>11 381 040 \$</b>	<b>13 486 269 \$</b>	<b>[ 2 043 505 ] \$</b>	<b>11 442 764 \$</b>

## 9. DÉBITEURS

	2015	2014
Ville de Montréal	1 802 747 \$	1 788 498 \$
Taxes de vente à recevoir	617 409	769 458
Fondation BAnQ	541 160	–
Autres débiteurs	509 951	354 984
	<b>3 471 267 \$</b>	<b>2 912 940 \$</b>

## 10. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2015	2014
Fournisseurs et frais courus	4 498 859 \$	4 496 172 \$
Traitements	2 363 643	1 849 519
Avantages sociaux	205 181	181 610
	<b>7 067 683 \$</b>	<b>6 527 301 \$</b>

## BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

## 11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

## Régimes de retraite

Les membres du personnel de BAnQ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés auprès du gouvernement du Québec (RREFQ), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRPE-RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Le taux de cotisation au RREGOP est passé le 1<sup>er</sup> janvier 2015 de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable. Les taux du RRPE et du RRPE-RRAS demeurent à 14,38 %. Pour le RREFQ, il y a eu congé de primes pour les années 2014 et 2015.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi sur le RRPE de 5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et au RRPE-RRAS et d'un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, BAnQ doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014).

Les cotisations de BAnQ, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRPE-RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 644 183 \$ (2 383 527 \$ en 2014). Les obligations de BAnQ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## Provision pour congés de maladie

BAnQ évalue ses obligations relatives aux congés de maladie accumulés selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

	2015	2014
Solde au début	3 175 306 \$	3 046 389 \$
Charges de l'exercice	1 478 454	1 339 222
Prestations versées au cours de l'exercice	( 1 237 582 )	( 1 210 305 )
<b>Solde à la fin</b>	<b>3 416 178 \$</b>	<b>3 175 306 \$</b>

## Description

BAnQ dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations dont elle assume les coûts en totalité. Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours de rémunération. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Considérant son historique et afin de mieux refléter les deux choix qui s'offrent aux employés dans ses hypothèses, BAnQ a divisé les employés en deux groupes, soit les employés de 50 ans et plus et les employés de moins de 50 ans. La probabilité que les employés de 50 ans et plus utilisent les journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées étant plus élevée, un montant de 2 427 100 \$ (2 311 952 \$ en 2014) a été calculé. La différence sur le total de 3 416 178 \$ (3 175 306 \$ en 2014), soit un montant de 989 078 \$ (863 354 \$ en 2014), a été calculée pour le groupe de 50 ans et moins. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation afin d'en pourvoir le paiement. Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à BAnQ. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

## 11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS [suite]

## Évaluation et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2015 :

	Taux d'indexation		Taux d'actualisation		Durée résiduelle moyenne d'activités des salaires actifs	
	%	%	%	%		
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
RREGOP	0,00	1,00	1,06 à 2,96	1,69 à 4,29	De 3 à 20 ans	De 3 à 21 ans
RRPE et RRPE-RRAS	0,00	2,00	0,00 à 2,78	1,23 à 4,16	De 0 à 16 ans	De 1 à 17 ans

## Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire puisque BAnQ estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant.

	2015	2014
Solde au début	3 800 366 \$	3 783 239 \$
Charges de l'exercice	2 937 229	2 826 245
Prestations versées au cours de l'exercice	( 2 986 331 )	( 2 809 118 )
<b>Solde à la fin</b>	<b>3 751 264 \$</b>	<b>3 800 366 \$</b>

## 12. EMPRUNTS

BAnQ est autorisée par décret du gouvernement du Québec à instituer un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 71 861 291 \$ (77 839 491 \$ en 2014), aux fins suivantes :

	2015	2014
Maintien des actifs	58 219 430 \$	66 234 790 \$
Résorption du déficit d'entretien	1 020 100	1 020 100
Aménagement de magasins supplémentaires au Centre d'archives de Québec	601 761	584 601
Stratégie culturelle numérique	2 020 000	—
Marge de crédit	10 000 000	10 000 000
	<b>71 861 291 \$</b>	<b>77 839 491 \$</b>

Le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à BAnQ les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les remplir pour l'un ou l'autre des emprunts à court terme. Les montants prélevés portent intérêt au taux moyen des acceptations bancaires à un mois, plus une marge de 0,3 %. Au 31 mars 2015, le taux d'intérêt sur les emprunts temporaires s'établit à 1,30 % (1,53 % au 31 mars 2014) et le solde de ces emprunts se répartit comme suit :

	2015	2014
<b>Emprunts sur marge de crédit auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec</b>		
Maintien des actifs	<b>23 588 990 \$</b>	<b>22 180 463 \$</b>

## BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

## 13. DETTES

	2015	2014
<b>Emprunts sur les billets à long terme au Fonds de financement du gouvernement du Québec</b>		
• 2,698 % remboursable par versements annuels de 2 642 270 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2018	10 519 406 \$	13 149 257 \$
• 2,934 % remboursable par versements annuels de 2 536 487 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> septembre 2023	22 680 000	25 200 000
• 3,318 % remboursable par versements annuels de 27 172 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2015	27 035	54 072
• 4,816 % remboursable par un versement de 260 423 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2015	258 600	301 700
• 4,411 % remboursable par versements annuels de 28 164 \$ jusqu'au 14 mai 2016 et par un versement de 140 819 \$ le 14 mai 2017	195 767	223 733
• 4,411 % remboursable par versements annuels de 851 414 \$ jusqu'au 14 mai 2017	2 536 364	3 381 816
• 4,816 % remboursable par versements annuels de 1 465 234 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> décembre 2015	1 454 978	2 909 956
• 4,816 % remboursable par un versement de 79 694 018 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2015	79 136 159	81 688 940
• 4,274 % remboursable par versements annuels de 1 787 924 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> décembre 2015	1 775 408	3 550 816
• 1,932 % remboursable par versements annuels de 1 373 770 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2016	2 737 100	4 105 650
• 4,475 % remboursable par versements annuels de 9 532 \$ jusqu'au 18 mai 2018	37 862	47 327
• 2,961 % remboursable par versements annuels de 1 624 767 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> septembre 2023	14 520 543	16 133 937
• 4,926 % remboursable par versements annuels de 317 617 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> avril 2031	5 356 293	5 671 369
• 3,271 % remboursable par versements annuels de 1 866 679 \$ jusqu'au 1 <sup>er</sup> septembre 2024	18 545 455	–
	<b>159 780 970 \$</b>	<b>156 418 573 \$</b>

Tous les remboursements du capital et les intérêts des emprunts du fonds des activités financées par des emprunts spécifiques décrits ci-dessus sont garantis par une hypothèque mobilière sans dépossession portant sur chacune des contributions accordées à BAnQ par la ministre de la Culture et des Communications au fur et à mesure que le capital et les intérêts sur les emprunts à long terme deviennent dus et payables en accord avec les modalités de chacun des emprunts à l'exception de la dette pour la construction du stationnement au montant de 5 356 293 \$ (5 671 369 \$ en 2014). Les versements effectués au titre des contributions sont transmis directement au Fonds de financement.

Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts à long terme du fonds des opérations, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à BAnQ les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les respecter pour cet emprunt.

Le montant des versements en capital à effectuer sur les emprunts à long terme au cours des prochains exercices se détaille comme suit :

2016	93 836 484 \$
2017	11 184 303
2018	9 927 620
2019	8 942 332
2020	6 303 016
2021 et suivantes	29 587 215



## 14. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

	2015	2014
<b>Obligations relatives à la location d'aménagements auprès de la Société québécoise des infrastructures</b>		
• 3,16 % remboursable par versements mensuels de 938 \$ jusqu'au 31 mars 2017 incluant les intérêts	21 794 \$	32 186 \$
• 4,28 % remboursable par versements mensuels de 6 027 \$ jusqu'au 30 avril 2023 incluant les intérêts	493 478	543 514
	<b>515 272 \$</b>	<b>575 700 \$</b>

Le montant des versements à effectuer sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition au cours des prochains exercices se détaille comme suit :

	Capital	Intérêts	Total
2016	62 947 \$	20 637\$	83 584 \$
2017	65 569	18 014	83 583
2018	56 879	15 445	72 324
2019	59 361	12 963	72 324
2020	61 953	10 371	72 324
2021 et suivantes	208 563	14 435	222 998

## 15. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

	2015	2014
Solde au début	6 409 926 \$	7 610 251 \$
Augmentation des contributions (autres)	205 000	261 334
Virement de l'exercice (gouvernement du Québec)	[ 1 453 411 ]	[ 1 454 634 ]
Virement de l'exercice (gouvernement du Canada)	-	[ 2 399 ]
Virement de l'exercice (autres)	[ 2 313 ]	[ 4 626 ]
<b>Solde à la fin</b>	<b>5 159 202 \$</b>	<b>6 409 926 \$</b>

## BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

## 16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

									2015	2014
	Terrain	Bâtiment	Stationnement	Mobilier et équipement	Équipement informatique et de télécommunication	Progiciels développés et logiciels <sup>1</sup>	Documents de bibliothèque et frais de reliure	Aménagements loués en vertu de contrats de location-acquisition		
Durée de vie utile		10 à 40 ans	40 ans	4 à 10 ans	5 à 10 ans	3 à 10 ans	3 à 10 ans	Durée du bail (5 à 15 ans)	TOTAL	TOTAL
Coût des immobilisations	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde d'ouverture	10 592 863	95 002 258	7 749 078	15 392 447	14 433 951	23 727 716	88 873 699	1 212 592	256 984 604	246 615 946
Acquisitions	–	1 238 731	–	2 416 220	1 934 496	2 248 208	8 569 824	–	16 407 479	12 649 582
Cessions et radiations	–	[ 12 000 ]	–	[ 40 474 ]	[ 2 089 ]	–	[ 3 319 560 ]	–	[ 3 374 123 ]	[ 2 280 924 ]
Solde de clôture	10 592 863	96 228 989	7 749 078	17 768 193	16 366 358	25 975 924	94 123 963	1 212 592	270 017 960	256 984 604
Amortissement cumulé	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde d'ouverture	–	22 907 967	1 674 344	12 088 821	11 612 583	17 104 456	55 663 518	695 676	121 747 365	109 440 392
Amortissement de l'exercice	–	2 465 506	193 727	1 157 274	947 265	1 466 318	8 766 294	63 951	15 060 335	14 184 203
Incidence des cessions et radiations	–	[ 3 000 ]	–	[ 40 474 ]	[ 1 423 ]	–	[ 3 160 325 ]	–	[ 3 205 222 ]	[ 1 877 230 ]
Solde de clôture	–	25 370 473	1 868 071	13 205 621	12 558 425	18 570 774	61 269 487	759 627	133 602 478	121 747 365
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	\$ 10 592 863	\$ 70 858 516	\$ 5 881 007	\$ 4 562 572	\$ 3 807 933	\$ 7 405 150	\$ 32 854 476	\$ 452 965	\$ 136 415 482	\$ 135 237 239
Valeur comptable nette au 31 mars 2014	\$ 10 592 863	\$ 72 094 291	\$ 6 074 734	\$ 3 303 626	\$ 2 821 368	\$ 6 623 260	\$ 33 210 181	\$ 516 916	\$ 135 237 239	\$ 137 175 554

1. Des progiciels développés à l'interne, d'une valeur capitalisée de 531 672 \$, étaient en voie de réalisation au 31 mars 2015 (618 087 \$ au 31 mars 2014) et ne sont pas amortis.

## 17. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

BANQ s'est engagée en vertu de contrats de service échéant à diverses dates jusqu'au 31 mars 2016. Les paiements minimums futurs totaux relatifs à ces contrats s'élèvent à 270 067 \$ pour l'exercice échéant le 31 mars 2015.

De plus, outre les contrats de location-acquisition décrits à la note 14, BANQ s'est engagée avec la Société québécoise des infrastructures, en vertu d'ententes d'occupation sans date d'échéance, pour des locations de locaux. Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la charge en vertu de ces contrats de location-exploitation totalise 4 740 787 \$ (4 751 683 \$ en 2014). Pour l'exercice 2015-2016, cette charge totalisera 4 598 987 \$.

BANQ a également conclu un bail avec la Société québécoise des infrastructures pour la location d'un centre d'entreposage de documents d'archives. Ce bail, d'une durée de 20 ans, vient à échéance le 30 septembre 2028 et le loyer mensuel sera ajusté selon les modalités prévues au bail. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2015, la charge de l'exercice relative à ce bail s'élève à 691 831 \$ (685 724 \$ en 2014). Pour l'exercice 2015-2016, cette charge s'élèvera à 861 000 \$.

**17. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES [suite]**

Ce bail est fait en considération d'un loyer annuel composé d'un prix de base, des taxes, des frais d'exploitation, des frais d'énergie et des travaux d'aménagement. L'estimation du montant des versements à effectuer sur les loyers au cours des prochains exercices, basé sur le loyer de 2015 et sur l'agrandissement prévu en septembre 2015, se détaille comme suit :

	Loyer
2016	861 001 \$
2017	981 001
2018	981 001
2019	981 001
2020	981 001
2021 et suivants	8 338 508

**18. DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LES FLUX DE TRÉSORERIE**

	2015	2014
Intérêts payés	7 283 655 \$	6 332 904 \$
Opérations sans effet sur la trésorerie relatives aux activités d'investissement en immobilisations		
Achats d'immobilisations corporelles financés à même les charges à payer et frais courus	1 517 884 \$	1 590 822 \$

**19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, lesquelles sont comptabilisées à la valeur d'échange, BAnQ est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publics contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. À l'exception des transactions mentionnées ci-dessous, Bibliothèque et Archives nationales du Québec n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

Au moment de la fusion de la Bibliothèque nationale du Québec et des Archives nationales du Québec, le 31 janvier 2006, BAnQ a acquis les droits et assumé les obligations des Archives nationales du Québec. BAnQ a alors comptabilisé un compte à payer envers le ministère de la Culture et des Communications correspondant à la somme de la valeur comptable nette des actifs transférés le 31 janvier 2006 ainsi que de certaines dépenses à rembourser au ministère. Au 31 mars 2015, les créiteurs et charges à payer comprennent le solde dû au ministère, soit un montant de 2 631 \$ [12 087 \$ au 31 mars 2014].

Le 30 mars 2010, BAnQ a renouvelé une entente pour une période de cinq ans avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en vertu de laquelle BAnQ prête à celui-ci un espace pour les activités du Centre emploi-carrière. Emploi-Québec s'engage à assumer les coûts d'implantation et de fonctionnement du Centre emploi-carrière, et ce, en ce qui concerne les ressources documentaires, humaines et matérielles.

En vertu de cette entente, Emploi-Québec a remboursé le coût initial d'acquisition d'une collection de 4400 ressources documentaires d'une valeur de 160 000 \$, devenues la propriété de BAnQ.

Emploi-Québec s'engage également à rembourser les coûts liés au renouvellement des collections jusqu'à concurrence de 50 000 \$ par année. Au cours du présent exercice, ces acquisitions ont représenté un montant de 25 234 \$ [24 249 \$ en 2014]. Ces opérations sont comptabilisées à la valeur d'échange. Au cours du présent exercice, le montant constaté à titre de contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale s'élève à 41 092 \$ [47 541 \$ en 2014].

Le 24 août 2011, BAnQ a conclu une entente pour une période de cinq ans avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (aujourd'hui le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion) pour la prestation de services aux nouveaux arrivants. Au cours du présent exercice, le montant constaté à titre de contribution financière s'élève à 23 000 \$ [23 000 \$ en 2014].

## BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

## 19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS [suite]

Le 15 mai 2000, la Fondation de Bibliothèque et Archives nationales du Québec a été créée par lettres patentes émises en vertu de la Loi sur les compagnies du Québec, partie III. La Fondation est une personne morale sans but lucratif et a pour mission de recueillir des fonds pour financer des projets voués à l'épanouissement de tous les Québécois et pour appuyer BAnQ dans la réalisation de ses mandats de grande bibliothèque publique, de bibliothèque nationale, d'archives nationales et d'acteur de premier plan au sein de la francophonie mondiale. La Fondation a peu d'activités. Bibliothèque et Archives nationales du Québec fournit gracieusement à la Fondation l'accès à ses locaux et à certains équipements. Au 31 mars 2015, l'actif net de la Fondation totalise 432 010 \$ (102 763 \$ au 31 mars 2014). Advenant la dissolution ou la cessation des activités de la Fondation, ses avoirs restants après acquittement de ses dettes seront remis à BAnQ ou à une organisation exerçant une activité analogue.

Le 16 août 2012, BAnQ a signé un bail avec la Fondation de Bibliothèque et Archives nationales du Québec pour l'exploitation du stationnement de BAnQ. Ce bail prend fin le 31 mars 2016. Au cours du présent exercice, le montant constaté à titre d'autres revenus s'élève à 907 162 \$ (774 366 \$ en 2014).

## 20. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours de ses activités, BAnQ est exposée à différents types de risques, tels que le risque de liquidité, le risque de prix et le risque de crédit. La direction a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les effets potentiels.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. BAnQ est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent BAnQ à un risque de crédit sont composés de la trésorerie, des débiteurs et des placements.

La valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs et des placements représente l'exposition maximale de BAnQ au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que celle-ci est investie auprès d'institutions financières réputées.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti.

Le risque de crédit associé aux placements est réduit puisque BAnQ enregistre des provisions pour moins-value pour tenir compte des pertes de crédit potentielles. Le détail des provisions pour perte de crédit afférentes aux placements est décrit à la note 8.

Aucune provision pour créances douteuses n'a été comptabilisée en 2015 (14 025 \$ en 2014) et aucun actif financier n'est en souffrance à cette date. BAnQ estime que la qualité du crédit des actifs financiers qui ne sont ni dépréciés ni en souffrance au 31 mars 2015 est bonne.

	2015	2014
Trésorerie	10 286 707 \$	9 831 518 \$
Placements	11 381 040	11 442 764
Débiteurs	2 853 858	2 143 482
	<b>24 521 605 \$</b>	<b>23 417 764 \$</b>

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que BAnQ ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que BAnQ ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

BAnQ considère qu'elle détient suffisamment de liquidité et de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

## 20. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS [suite]

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers de l'entité se détaillent comme suit :

Au 31 mars 2015	Moins d'un an	De 1 an à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	6 449 330 \$	– \$	– \$	– \$	6 449 330 \$
Intérêts courus à payer	1 828 696	–	–	–	1 828 696
Provisions pour vacances	3 751 264	–	–	–	3 751 264
Emprunts bancaires	23 588 990	–	–	–	23 588 990
Dettes	93 836 485	30 054 255	12 606 032	23 284 198	159 780 970

Au 31 mars 2014	Moins d'un an	De 1 an à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	6 345 691 \$	– \$	– \$	– \$	6 345 691 \$
Intérêts courus à payer	2 199 453	–	–	–	2 199 453
Provisions pour vacances	3 800 366	–	–	–	3 800 366
Emprunts bancaires	22 180 463	–	–	–	22 180 463
Dettes	15 183 057	109 384 772	11 536 256	20 314 488	156 418 573

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix de marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. BAnQ est exposée au risque de taux d'intérêt et à l'autre risque de prix.

### Risque de taux d'intérêt

BAnQ est exposée au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et aux passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable. Les dettes portent intérêt à taux fixe et exposent donc BAnQ au risque de variation de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. Puisque les intérêts sur les dettes seront pris en charge par le gouvernement du Québec advenant l'inexécution de ses obligations par BAnQ, BAnQ n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt.

Les emprunts portent intérêt à taux variable et exposent donc BAnQ à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. Puisque les intérêts sur les dettes seront pris en charge par le gouvernement du Québec advenant l'inexécution de ses obligations par BAnQ, BAnQ n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt.

### L'autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché [autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change].

L'objectif de BAnQ est de gérer l'exposition à l'autre risque de prix en ce qui concerne sa trésorerie et ses placements. Ce risque est réduit au minimum par l'investissement des excédents de trésorerie dans un compte bancaire spécifique pour lequel un taux préférentiel a été négocié. Les placements exposent BAnQ à l'autre risque de prix en raison de la fluctuation de la valeur de recouvrement.

## 21. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice 2014 ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2015.

